

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1927-1928

PROPOSITION DE LOI amnistiant certains crimes et délits contre la sûreté de l'État (1).

RAPPORT COMPLÉMENTAIRE

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR MM. VANDEN EYNDE (J)
et VAN DIEVOET.

MESSIEURS,

A la séance du 19 septembre dernier, la Chambre a commencé la discussion générale de la proposition de loi déposée par MM. Van Cauwelaert et consorts, amnistiant certains crimes et délits contre la sûreté de l'État (Doc. Parl. Chambre 1926-1927, n° 53). Un premier rapport a été fait au nom de la Section Centrale (Doc. Parl. Chambre 1927-1928, n° 143). Au cours de la discussion à la Chambre, le Ministre de la Justice, au nom du Gouvernement, déposa un amendement qui consistait à remplacer l'amnistie par la prescription, et réservait cette mesure aux seules peines ne dépassant pas dix ans de détention ou de travaux forcés (Amendement I). M. Van de Vyvere amenda ce texte, en ce sens que la prescription s'appliquerait à toutes les condamnations pénales prononcées du chef des mêmes infractions, sans égard à la gravité de la peine prononcée (Amendement II).

Le Ministre de la Justice, après avoir exposé les motifs de l'amendement présenté au nom du Gouvernement, proposa l'ajournement de la discussion et le renvoi des divers textes à l'examen d'une commission spéciale. La motion fut adoptée par 93 voix contre 68, en séance du 20 septembre. C'est au nom de la

(1) Proposition de loi, n° 55 (1926-1927).

Rapport, n° 143 (1927-1928).

Amendements I et II.

Discussion : 19 et 20 septembre 1928.

Renvoi à une commission composée des membres de l'ancienne section centrale et complétée par le Bureau. (Résolution du 20 septembre 1928).

(2) La Commission était composée de MM. Tibbaut, président, Destrée, Huysmans, Kreglinger, Merlot, Pierco. Reaker, Souplit, Vanden Eynde, (J.), Van de Vyvere et Van Dievoet.

section centrale élargie et devenue Commission spéciale, que nous avons l'honneur de faire rapport.

Nous examinerons successivement les questions suivantes :

- I. — *La nature des mesures à prendre;*
- II. — *Le champ d'application de ces mesures;*
- III. — *Les décisions judiciaires auxquelles elles s'appliquent;*
- IV. — *L'extinction des peines;*
- V. — *L'extinction des poursuites répressives;*
- VI. — *Une restriction relative à l'application de la loi sur la protection de l'enfance et de la mise à la disposition du Gouvernement;*
- VII. — *Les condamnations civiles;*
- VIII. — *Les poursuites civiles ultérieures;*
- IX. — *Deux questions spéciales.*

Notre exposé indiquera la raison d'être et la portée des textes nouveaux proposés par Votre Commission.

I. — NATURE DES MESURES A PRENDRE.

Votre Commission s'est inspirée de l'échange de vues qui a eu lieu au cours de la discussion à la Chambre. Se conformant aux considérations émises par plusieurs membres de l'Assemblée et par le Gouvernement, elle s'est efforcée de résoudre la question irritante de l'amnistie dans un sens national et de liquider la situation créée par la guerre et l'occupation sans heurter les sentiments patriotiques. Deux méthodes avaient été préconisées : celle de la proposition Van Cauwelaert *amnistant* certains crimes et délits contre la sûreté de l'État et celle du Gouvernement remplaçant l'amnistie par la *prescription*.

La Commission n'a pu se rallier ni à l'un ni à l'autre système.

L'*amnistie* est considérée par certains comme une espèce de réhabilitation parce qu'elle efface non seulement la peine mais encore le caractère criminel du fait amnistié. Tel n'était pas, bien entendu, le sentiment de tous les membres de Votre Commission, l'amnistie étant, de l'avis de la plupart, une mesure générale dont le seul but est de mettre fin à certaines irritations et de promouvoir ainsi la concorde et la paix. Ce n'est pas en considération des délinquants, mais en considération de l'intérêt public que, dans certaines circonstances déterminées, l'État préfère l'oubli à la répression.

Toutefois, Votre Commission a évité de se servir du terme « amnistie », afin de prévenir des malentendus, toujours fâcheux en une matière aussi délicate. D'autre part, l'imprécision de la doctrine sur la nature et sur certains effets de l'amnistie l'a engagée à suivre une autre méthode qui lui paraissait plus claire et plus sûre.

Votre Commission ne s'est pas davantage ralliée aux amendements du Gouvernement. Ces amendements se bornent à déclarer prescrites certaines peines prononcées. Ce procédé a donné lieu à des objections, dont la principale, d'ordre juridique, est la suivante : la prescription de la peine c'est son extinction par suite de son inexécution pendant un certain temps.

On peut concevoir une extinction des peines par voie de prescription lorsque la condamnation a été prononcée par défaut ou par contumace, et encore en cas de condamnation contradictoire si le délinquant a réussi à se sou-

straire à l'exécution de la peine. Mais la notion s'applique malaisément à la peine en cours d'exécution.

Au surplus, pour qu'une peine soit susceptible de prescription, il faut que son exécution consiste en un acte matériel et extérieur. « Les pénalités dont l'effet se produit indépendamment de tout acte extérieur s'exécuteront par le fait même que la condamnation est devenue irrévocable ; dès lors le retard que suppose la prescription n'existe point. Tel est le cas pour la destitution et l'interdiction de certains droits » (F. TRUAT, *Cours de droit criminel*, 3^e édit. 1909 n° 374, p. 333). Si donc la Commission désirait, pour certaines infractions, effacer les incapacités attachées à la condamnation, il fallait s'inspirer d'une idée différente.

On a fait d'autres objections à la proposition du Gouvernement. Elle ne s'explique pas au sujet des peines accessoires. Elle ne s'occupe pas des poursuites en cours ou à venir, et garde le silence au sujet de la prescription de l'action publique : il semble donc bien que, si son texte était adopté, les poursuites nouvelles demeureraient possibles.

Votre Commission a été d'avis que rien ne nous oblige à emprunter les mesures à prendre à des catégories juridiques préexistantes. Elle a estimé que les peines et l'action publique peuvent être, sans plus, déclarées éteintes par la loi.

Elle a cru, au surplus, qu'il importe au plus haut point que la loi définisse d'une manière concrète et détaillée les conséquences de la mesure à prendre : ce procédé permet de faire un sort différent aux condamnés, suivant la gravité de l'infraction commise.

Telles sont les considérations qui ont dicté à Votre Commission le titre et les articles de sa proposition, qui sur le fond, se rapproche beaucoup du projet du Gouvernement amendé par M. Van de Vyvere.

Le titre serait libellé comme suit : « *Loi sur l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919* ». Cet intitulé rend l'objet de la loi aussi exactement que possible : le texte, en effet, déclare éteintes les peines prononcées, sauf certaines exceptions, il met fin aux poursuites répressives déjà intentées et décrète qu'il ne sera intenté aucune poursuite nouvelle dans l'avenir ; il maintient les droits de l'Etat et ceux des particuliers. Tels sont les effets principaux tant de l'amnistie proprement dite que de la prescription, si l'on applique cette dernière aux peines et aux poursuites.

II. — CHAMP D'APPLICATION DES MESURES A PRENDRE

(ARTICLE PREMIER).

Deux questions se posent : la première résulte de la comparaison des textes du Gouvernement et de M. Van de Vyvere. Faut-il appliquer l'extinction de la peine et des poursuites aux seules condamnations qui ne dépassent pas dix ans de détention ou de travaux forcés (Amendement du Gouvernement) ou, faut-il l'étendre à toutes les condamnations, sans excepter les peines qui excèdent cette durée et la peine de mort (Sous-amendement de M. Van de Vyvere)?

La Commission, à l'unanimité, vous propose d'accueillir cette dernière solution.

En effet, le vote d'une loi limitant l'extinction des peines et de l'action pu-

blique aux seuls cas où la condamnation n'excède pas ou ne doit pas excéder dix années, manquerait son but. Il ne produirait pas l'apaisement qui est dans les vœux de tous, et la procédure prévue à l'article 2 du Gouvernement pour les arrêts prononcés par contumace ouvrirait une série de procès irritants, provoquerait des campagnes de presse, des polémiques acerbes, qui troubleraient l'opinion publique et l'ordre social. Il serait regrettable que dix ans après l'armistice on dût rappeler un passé que tout commande d'oublier.

L'adoption de l'amendement de M. Van de Vyvere fait disparaître l'article 2 du texte du Gouvernement.

La discussion au sein de Votre Commission a fait surgir une autre question :

Faut-il faire bénéficier de l'extinction de la peine et des poursuites les seuls condamnés visés par la proposition de M. Van Cauwelaert et par les amendements du Gouvernement, ou étendre la faveur à tous les crimes et délits contre la sûreté de l'État ?

Il n'est pas inutile de rappeler à ce propos la disposition essentielle de la proposition de MM. Van Cauwelaert et consorts. Cette proposition accorde l'amnistie :

a) Pour les infractions prévues aux articles 104, 105, 109, 110 et 118bis du Code pénal et commises avant le 4 août 1919;

b) pour les infractions prévues aux articles 115, alinéa 4, 117 et 121bis, du Code pénal et commises avant le 4 août 1919, dans les cas où leurs auteurs ont été condamnés concurremment pour infraction à l'article 118bis;

c) pour les autres infractions commises avant la même date, aux articles fau-
mérés sous le litt. b, quand elles n'ont pas été punies de peines privatives de la liberté pour une durée de plus de trois ans.

Le texte du Gouvernement reprend à peu près les mêmes articles. Il déclare prescrites certaines peines prononcées :

a) pour les infractions prévues par les articles 104, 109 et 118bis du Code pénal;

b) pour les infractions prévues par les articles 115, 117 et 121bis du même Code et commises en concours avec l'infraction prévue à l'article 118bis.

Les deux libellés concordent en ce qu'ils visent exclusivement ou à peu près exclusivement les condamnés qu'on est convenu d'appeler les activistes.

Certains membres de Votre Commission ont estimé qu'il ne faut pas faire un sort plus favorable à ces condamnés qu'aux marchands de bestiaux condamnés comme fournisseurs à l'ennemi, aux ouvriers qui ont consenti à travailler pour l'occupant, aux fonctionnaires qui, étant restés en fonctions, ont été amenés en cette qualité à faire certains rapports à leurs supérieurs et qui, de ce chef, ont été condamnés comme dénonciateurs.

Au surplus, déclarent-ils, il y a lieu de liquider le passé, et de clore définitivement une période troublée, sans s'attarder davantage à considérer les fautes, même très graves, provoquées par la guerre et l'occupation. Votre Commission s'est ralliée à cette idée.

De là l'alinéa 1^{er} de l'article premier de la Commission, libellé comme suit :

La présente loi s'applique aux infractions prévues par les articles 104 et 109 et par le chapitre II du titre premier du livre II du Code pénal, si ces infractions ont été commises entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919.

L'attention de Votre Commission a été attirée sur la situation des combattants condamnés du chef des infractions prévues par la présente loi ou du chef d'autres infractions similaires, et auxquels les lois des 31 octobre 1919 et 28 juin 1921 ont refusé l'amnistie. La dernière de ces lois, la plus étendue quant à ses effets, excepte de l'amnistie :

a) les crimes et délits contre la sûreté de l'Etat, à moins que la peine appliquée ne dépasse pas deux ans d'emprisonnement et que le délinquant ait été, postérieurement à l'infraction, cité à l'ordre du jour, mutilé ou réformé pour blessures ou maladies contractées ou aggravées au service ;

b) les désertions à l'ennemi, les mutilations volontaires, à moins que ces infractions n'aient donné lieu qu'à une condamnation conditionnelle ;

c) les récalcitrants et les réfractaires faisant partie des contingents appelés pendant la guerre (art. 5).

Elle ne s'applique pas aux désertions dont la durée en une ou plusieurs fois, excédait suivant les cas, six mois ou un an (art. 1^{er}, 1^{er}). Elle ne s'applique pas davantage aux infractions qualifiées « en présence de l'ennemi » et qui ont entraîné une peine dépassant 10 années de privation de la liberté (art. 1^{er}, 3^e).

La Commission a été d'avis que les lois d'amnistie militaire doivent être mises en concordance avec la loi générale. Il ne paraît pas possible, en effet, de ne pas faire profiter de celle-ci les citoyens qui ont servi le pays dans les tranchées. Quant aux récalcitrants et réfractaires, la Commission les a mentionnés au texte, parce que la peine prononcée du chef de cette défaillance, quelque grave et et quelque peu honorable que celle-ci puisse être, ne doit pas continuer ses effets au delà de celle encourue du chef de crimes et délits contre la sûreté de l'Etat.

D'où l'alinéa deux de l'article premier :

Elle s'applique aux crimes et délits contre la sûreté de l'Etat, commis par des militaires, aux désertions ordinaires et aux désertions à l'ennemi, aux mutilations volontaires, aux infractions qualifiées en présence de l'ennemi, ainsi qu'aux récalcitrants et aux réfractaires faisant partie des contingents appelés pendant la guerre, si les faits ont été commis au cours de la même période.

Votre Commission n'a pas perdu de vue que parmi ceux qui se sont rendus coupables de crimes contre la sûreté de l'Etat, et notamment parmi les traîtres et les démeurés, il en est certains qui, inspirés par le but de lucre ou par un sentiment de haine qu'on a de la peine à saisir, se sont laissé aller à commettre des faits tellement odieux qu'ils ne méritent aucune considération. Nul ne songe à prendre une mesure de clémence en leur faveur. Malheureusement les articles du Code visent indifféremment le crime le plus révoltant et la faute la plus excusable, et il a paru impossible de faire, législativement, le départ entre ces deux catégories de délinquants. Seul le Gouvernement peut arrêter la liste des criminels à exclusion de l'application de la loi. Votre Commission espère que, en le faisant, il voudra bien tenir compte du désir de la Commission de voir réduire l'exception aux seuls cas vraiment odieux et pour lesquels l'opinion publique ne comprendrait pas un geste de pardon.

Mue par ces considérations Votre Commission a adopté le texte ci-dessous, qui formera l'alinéa 3 de l'article premier, et qui permettra de réduire dans la mesure requise, la portée des deux premiers alinéas :

« Un arrêté pris par les Ministres réunis en Conseil dressera la liste des condamnés exclus de l'application des dispositions de la présente loi. Cet arrêté sera pris au moment de la promulgation de la loi ».

Les dispositions de l'article premier paraissent embrasser tous les crimes et délits se rattachant aux circonstances de la guerre et de l'occupation. Néanmoins, quelque condamnation rentrant dans cette catégorie peut avoir été prononcée en application d'une disposition du Code pénal non visée par le projet : la loi ne peut pas tout régler, les mesures législatives ont nécessairement un caractère général et, dans un cas déterminé, la guerre et l'occupation peuvent avoir provoqué une infraction qui, juridiquement, rentre dans le droit commun. Dans ce cas, un arrêté de grâce interviendrait opportunément pour combler la lacune.

III. — DECISIONS JUDICIAIRES AUXQUELLES S'APPLIQUENT LES MESURES A PRENDRE (ART. 2).

Liquider la période de guerre signifie, suivant les intentions de Votre Commission, mettre fin aux procédures pénales en cours et éteindre les peines prononcées. Dans la mesure du possible, il faut maintenir l'égalité entre les condamnés : ceux dont la condamnation est devenue définitive et dont la peine principale a été exécutée doivent profiter de l'extinction des peines accessoires, tout comme ceux dont la peine privative de la liberté est en cours d'exécution. D'autre part, il n'est pas admissible que les condamnés par contumace viennent se représenter devant la justice avant l'entrée en vigueur de la loi, faisant ainsi tomber leur condamnation, à un moment où la loi elle-même s'oppose à toute nouvelle poursuite. C'est ce qui a inspiré à Votre Commission le texte de l'article 2, libellé comme suit :

« A la date du 19 septembre 1928, toutes les condamnations pénales prononcées du chef des infractions visées par la présente loi sont déclarées irrévocables, alors même qu'elles ont été prononcées par défaut, par contumace ou en premier ressort seulement ».

A ceux qui objecteraient qu'on les prive ainsi de la possibilité d'obtenir un acquittement, on pourrait répondre qu'ils ont eu dix ans pour faire soumettre leur cas à un débat contradictoire, et que, d'ailleurs, la loi qui rend leur condamnation définitive éteint automatiquement la peine prononcée contre eux, sauf certaines exceptions que nous verrons.

Il faut d'ailleurs, ne pas perdre de vue que si la condamnation est rendue définitive au point de vue pénal, il n'en est pas de même quant aux conséquences civiles de la décision, ainsi qu'il sera expliqué plus amplement à propos de l'article 6 du texte.

L'article 2 a été adopté à l'unanimité.

IV. — L'EXTINCTION DES PEINES (ART. 3).

D'accord pour mettre fin aux peines principales, Votre Commission a passé en revue les peines accessoires, et s'est demandé dans quelle mesure il faut les déclarer éteintes.

L'accord a été complet pour mettre fin au renvoi sous la surveillance de la police, peine surannée qui fait l'objet des critiques des criminalistes.

D'autre part, la Commission a décidé qu'il n'y a pas lieu de revenir sur les peines prononcées en vertu de l'article 19 du Code pénal, c'est-à-dire, la destitution des titres, grades, fonctions, emplois et offices publics.

En ce qui concerne l'interdiction des droits civils et politiques (art. 31 et suivants du Code pénal), la Commission a établi une distinction qui s'inspire de la discussion générale du 20 septembre dernier.

La grande majorité des membres de la Chambre paraissait en effet d'accord pour ne pas relever les grands condamnés de la déchéance encourue. D'autre part certains orateurs, en réclamant l'amnistie proprement dite en faveur de ceux qui ont été condamnés à des peines moins graves, visaient spécialement la restitution des droits civils et politiques. C'est en tenant compte de ces suggestions que la Commission vous propose la distinction que voici : l'interdiction des droits civils et politiques sera maintenue pour les condamnés à mort et pour les condamnés à une peine privative de la liberté excédant dix années; elle sera levée pour les autres.

Le texte porte que si la peine principale ne dépasse pas dix ans de privation de la liberté, cesseront d'exister non seulement les incapacités prononcées par les juges, mais encore *les déchéances attachées à la condamnation par la loi elle-même*. Il fallait en effet mettre fin à une controverse. L'article 31, 2° du Code pénal cite au nombre des incapacités que doivent ou que peuvent prononcer les juges, le droit de vote, d'élection et d'éligibilité. Seulement, cette peine accessoire est abrogée par l'article 130, 2°, du Code électoral du 12 avril 1894 et remplacée par une déchéance *légale*, prévue par les articles 20, 21 et 230 du même Code, déchéance qui résulte *ipso facto* de la condamnation elle-même, et qui est définitive. La même déchéance se retrouve dans la loi électorale communale des 12 septembre 1895-19 février 1921, article 60 et dans la loi électorale provinciale du 19 octobre 1921, article 24. Les textes ont été légèrement modifiés par la loi du 8 août 1928, portant révision des titres I à III du Code électoral. Il a paru à Votre Commission qu'il y avait lieu de compléter son texte et de restituer le droit d'électorat et le droit d'éligibilité aux petits condamnés, mais à ceux-là seulement.

A la demande des auteurs de la proposition Van Cauwelaert, Votre Commission a cru devoir faire un pas de plus dans le sens de la clémence, toujours en ce qui concerne les auteurs des infractions les moins graves : elle a décidé que les peines prononcées ne resteront pas inscrites au casier judiciaire.

Dans le même ordre d'idées, et en ce qui concerne les mêmes délinquants, Votre Commission vous propose de ne pas faire entrer les condamnations éteintes en ligne de compte pour servir de base à l'application ultérieure des dispositions concernant la récidive (art. 54 à 57 du Code pénal). Un membre a fait observer qu'il faut veiller à ne pas entraver la répression ultérieure des crimes et délits commis contre la sûreté de l'Etat belge, spécialement par les individus qui continueraient à résider à l'étranger. Il lui a été répondu que le texte paraît lui donner satisfaction, puisque l'extinction de l'action pénale n'est prévue que pour les infractions antérieures au 4 août 1919.

La Commission est d'avis également que, quelle que soit la peine prononcée, la condamnation intervenue ne doit pas être un obstacle à l'application de la loi du 31 mai 1888 établissant la condamnation conditionnelle. Il ne faut pas, en effet, vu le caractère exceptionnel des faits visés au projet, que ceux qui auront obtenu l'extinction de leur peine, ne puissent pas bénéficier désormais du sursis pour

une première infraction de droit commun. Cette disposition ne peut, en rien, énerver la répression, puisque le juge n'est jamais obligé d'accorder le sursis.

Mais il peut se présenter telle situation où le sursis s'impose en équité et la Commission a désiré ne pas lier les mains aux magistrats.

Un membre de Votre Commission a demandé si les peines à considérer pour l'application de la loi sont celles qui résultent des condamnations prononcées ou celles qui résultent des arrêtés de grâce qui les ont modifiées. Il lui a été répondu que les peines infligées par les juges entrent seules en ligne de compte : c'est le texte, et cela paraît logique, puisque la peine prononcée indique la gravité de l'infraction, alors qu'une réduction ultérieure de la peine peut se baser sur des considérations indépendantes de la criminalité de l'agent.

Telle est la portée de l'article 3 de la Commission, dont le texte est rédigé comme suit :

« Sont déclarées éteintes à la même date les peines, tant principales qu'accessoires, prononcées du chef de ces infractions, sauf les restrictions qui suivent.

» Ne sont pas restitués aux condamnés, les titres, grades, fonctions, emplois et offices publics dont ils ont été destitués en vertu de l'article 19 du Code pénal.

» Les incapacités prononcées par les juges et les déchéances attachées par la loi à la condamnation ne cessent d'exister que si la peine principale ne dépasse pas dix ans de privation de la liberté: dans ce cas, les condamnations ne seront plus mentionnées aux extraits du casier judiciaire, états de condamnation, certificats de bonne conduite et autres pièces similaires, et elles ne serviront pas de base à la récidive.

» Les condamnations visées par la présente loi ne feront pas obstacle à l'application du sursis. »

L'article 3, ainsi rédigé a été adopté par sept voix contre une.

V. — L'EXTINCTION DES POURSUITES REPRESSIVES (Art. 4).

La Commission a adopté une disposition conçue comme suit : *« Il est mis fin aux poursuites répressives intentées, et il ne sera pas intenté de poursuites répressives nouvelles du chef des infractions visées par la présente loi ».*

Ce texte n'a donné lieu à aucune observation et il ne demande aucun commentaire.

VI. — UNE RESTRICTION RELATIVE A L'APPLICATION DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE L'ENFANCE ET DE LA MISE A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT (Art. 5).

L'article 10 de la loi du 28 août 1919 exceptait de l'amnistie les mesures de garde, d'éducation et de préservation prévues par la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance. Votre Commission a cru devoir reprendre cette disposition : les mesures auxquelles le texte fait allusion sont bien moins des mesures répressives que des mesures éducatives, et les enfants et jeunes gens qui ont failli n'ont pas intérêt à ce que le législateur mette fin aux efforts tentés pour obtenir leur relèvement.

L'article 5 du texte est conséquemment rédigé comme suit :

« Les dispositions de la présente loi ne font pas obstacle à l'application des mesures de garde, d'éducation et de préservation prévues par la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance ni à l'exécution de la mise à la disposition du Gouvernement des jeunes condamnés. »

VII. — LES CONDAMNATIONS CIVILES (ART. 6).

Votre Commission devait envisager la répercussion des mesures préconisées sur les droits de l'Etat et des particuliers lésés. Elle vous propose de suivre en règle générale les systèmes admis en législation et en doctrine.

Le premier alinéa de l'article 6 n'est que la reproduction des dispositions que l'on trouve dans toutes les lois d'amnistie, et notamment dans celles du 28 août 1919 (art. 4 et 5), du 31 octobre 1919 (art. 4 et 5), et du 28 janvier 1921 (art. 6 et 7). L'amnistie, en effet, n'efface pas les condamnations civiles et elle ne fait pas obstacle à ce que l'action civile soit poursuivie ou intentée. « Les condamnations civiles, déclare TURRY (*Cours de droit criminel*, 3^e édition 1909, n° 371, page 332), prononcées au bénéfice des parties lésées ne peuvent être effacées par l'amnistie. Si la nécessité l'exigeait, poursuit-il, on ne pourrait détruire les condamnations susdites qu'en appliquant l'article 11 de la Constitution relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique! »

Votre Commission vous propose donc le texte que voici :

Les dispositions de la présente loi ne peuvent être opposées ni aux droits de l'Etat, ni aux droits des tiers. Sont notamment maintenues les condamnations aux confiscations, restitutions, dommages-intérêts et frais de justice prononcées par les Cours et Tribunaux. Les amendes payées ne doivent pas être restituées.

Le principe est clair, mais certaines applications sont délicates.

Le Gouvernement, persuadé que certaines condamnations à des réparations civiles ou à des restitutions prononcées par *contumace*, c'est-à-dire, en l'absence de toute défense de l'accusé, peuvent avoir un caractère excessif, proposait, par amendement, de permettre aux intéressés de faire opposition à ces condamnations et de faire porter la cause au rôle de la prochaine session de la Cour d'assises. Des membres de la Commission ont critiqué cette disposition comme devant nécessairement entraîner la reprise de procès retentissants.

Néanmoins, il ne paraît pas possible, sans causer aux condamnés par contumace un tort considérable, voire une injustice grave, de déclarer irrévocables les condamnations civiles intervenues contre eux. Il faut leur permettre de faire opposition à ces condamnations. Mais Votre Commission a été d'avis que le tribunal civil doit être préféré à la juridiction pénale pour juger pareille demande.

De là l'alinéa 2 de l'article ainsi conçu :

Toutefois, les condamnés sont admis à faire opposition aux condamnations civiles qui n'étaient pas devenues irrévocables, en vertu des lois en vigueur, à la date du 19 septembre 1928. L'opposition sera faite par ajournement devant le tribunal de première instance du siège de la Cour ou du tribunal qui a prononcé la condamnation et ce, à peine de déchéance, dans les six mois qui sui-

rent l'entrée en vigueur de la présente loi. Si l'opposition est dirigée contre l'Etat, celui-ci sera assigné en la personne du Ministre des Finances.

Procès purement civil et qui sera jugé par un tribunal civil comme toute autre demande de même nature. Mais ici se présentait une nouvelle difficulté. En principe, le jugement criminel a l'autorité de la chose jugée relativement à l'action civile, du moins par rapport aux points qui sont communs aux deux actions. « Il est décidé que le fait prétendu a eu lieu, que la partie poursuivie en est l'auteur et que cette partie est coupable pénalement; conséquence logique : à plus forte raison est-elle coupable civilement; il ne reste plus à examiner que la question de préjudice ». (THIRY, *Cours de droit criminel*, 3^e édition, 1909, n^{os} 502 et 503, page 458; BRAAS, *Ad. Traité élémentaire de l'instruction criminelle*, 1925, pages 86-87).

Mais l'exception de chose jugée doit être fondée sur un arrêt ou un jugement irrévocable; et l'on entend par jugement irrévocable celui qui n'est plus susceptible de voies de recours (Braas *op. loco*, p. 88). En sera-t-il ainsi des arrêts et jugements qui, au 19 septembre 1928, n'étaient pas irrévocables en vertu des dispositions des lois en vigueur, mais qui le seront devenus à cette date par l'effet déclaratif de la loi? Cela ne paraît pas possible, alors surtout qu'il s'agit d'arrêts par contumace prononcés par la Cour d'assises en l'absence de toute contradiction. Ces arrêts ne sont pas irrévocables et ne créent pas la chose jugée tant que le délai de prescription de la peine n'est pas expiré (Braus *op. loco*, p. 88). C'est nue par ce scrupule et en vue de prévenir toute hésitation des tribunaux, que Votre Commission vous propose le texte suivant :

« Les tribunaux se prononceront sans être liés par l'article 2, quant à l'existence de l'infraction. »

L'alinéa final de l'article 6 s'inspire des considérations que voici. Il a été déclaré à la Commission qu'il est intervenu des condamnations civiles prononcées *contradictoirement* et aujourd'hui passées en force de chose jugée, qui dépassent largement la mesure, notamment dans certains procès groupant plusieurs accusés ou prévenus condamnés solidairement aux restitutions, aux dommages-intérêts et aux frais. Quelquefois même la relation de cause à effet entre l'infraction et le dommage prétendu paraît fort douteuse.

La Commission n'a pas cru devoir revenir sur ce qui est définitivement jugé. Elle a dû se contenter d'engager le Pouvoir exécutif à se montrer large vis-à-vis de ceux qui auraient été condamnés indûment ou trop sévèrement. De là le texte suivant, qui présentera cet autre avantage de substituer, dans bien des cas, un accord amiable à une procédure d'opposition :

« Le Ministre des Finances peut transiger librement avec les condamnés ou leurs représentants sur les objets prévus à l'alinéa premier du présent article. »

Il va sans dire que le droit de transiger s'applique aux condamnations devenues irrévocables comme à celles qui ne le sont pas encore. Et rien, au point de vue juridique, ne doit empêcher le Ministre de remplacer un accord déjà conclu par un accord nouveau.

La Commission espère que le Gouvernement procédera, soit d'office, soit à la requête des intéressés, à un nouvel examen des condamnations civiles,

qu'elles soient, à l'heure actuelle, exécutées ou non, et qu'il se fera un devoir de régler ces questions pécuniaires en s'inspirant largement de l'équité et du souci de maintenir ou d'établir l'égalité entre les condamnés.

Le texte a été adopté à l'unanimité.

VIII. — LES POURSUITES CIVILES ULTÉRIEURES (Art. 7).

L'article 7 règle une question de compétence, et il le fait dans le même esprit que celui qui a inspiré l'article 6.

Pour les raisons indiquées à plus d'une reprise, Votre Commission ne peut admettre la réouverture de la procédure solennelle et retentissante des Cours d'Assises. C'est pourquoi elle propose que, à dater de la mise en vigueur de la loi, la partie lésée, État ou particulier, ne puisse plus faire valoir ses droits que devant les juridictions civiles.

IX. — DEUX QUESTIONS SPÉCIALES.

Deux questions spéciales ont été soulevées au sein de Votre Commission. Elles concernent les peines disciplinaires infligées à certains fonctionnaires, et la déchéance prononcée en vertu de la loi du 15 mai 1922 sur la nationalité.

Les peines disciplinaires infligées à certains fonctionnaires du chef de leur conduite pendant la guerre ont fait l'objet, à plus d'une reprise, de l'attention du Parlement. Il a été déclaré souvent que certains fonctionnaires et employés ont été frappés, au lendemain de l'armistice, de mesures extrêmement sévères et qui ne répondaient pas toujours à la culpabilité réelle de l'agent. Il y a d'ailleurs parmi eux d'anciens fonctionnaires n'ayant cessé, pendant toute leur carrière, de remplir consciencieusement leurs devoirs et qui ont perdu leurs droits à la pension, à la suite de leur destitution ou de la démission substituée ultérieurement à la peine de la destitution. La Commission a dû reconnaître que cette question échappait à sa compétence, et sortait du cadre de la proposition de loi. Néanmoins, les membres se sont trouvés d'accord pour attirer l'attention du Gouvernement sur la nécessité impérieuse de revoir les mesures disciplinaires prises, en s'inspirant du désarroi où bien des agents se sont trouvés après la proclamation de la séparation administrative par le pouvoir occupant, et en ne perdant pas de vue les services rendus par ces agents au cours d'une carrière bien remplie, ainsi que la pension de retraite sur laquelle ils croyaient pouvoir compter.

La condescendance s'impose à l'égard des fonctionnaires et employés qui ont agi par ignorance ou par imprudence, et qui ne se sont rendus coupables d'aucune infraction pénale.

Un membre a soulevé la question de la déchéance prononcée en vertu de la loi du 15 mai 1922 sur l'acquisition et la perte de la nationalité. L'article VI § 1^{er} des *Dispositions transitoires* de cette loi permet de déclarer déchu de la qualité de Belge, le Belge par option ou par naturalisation qui a manqué gravement à ses devoirs envers la Belgique ou ses alliés pendant la guerre. Suivant les renseignements fournis à Votre Commission, septante-sept jugements de déchéance ont été prononcés par les tribunaux, et certaines personnes désirent recouvrer la qualité de Belge.

En conséquence, le texte suivant a été proposé :

« Les citoyens à l'égard desquels a été prononcée la déchéance de nationalité pourront obtenir la cessation des effets des décisions judiciaires si, dans les trois mois de la présente loi, ils en font la demande au Ministre de la Justice, en justifiant du loyalisme de leur attitude depuis 1918. »

Votre Commission a estimé, par 4 voix contre 3, qu'il n'y avait pas lieu d'accueillir cette proposition, qui sort du cadre de la loi, et ne manque pas de soulever des objections, alors même que, comme l'a déclaré l'auteur du texte, le Ministre de la Justice aurait la faculté d'écarter la demande.

L'ensemble de la proposition de loi a été adopté par 7 voix contre 1.

Les Rapporteurs,

J. VANDEN EYNDE,
E. VAN DIEVOET.

Le Président,

E. TIBBAUT.

* * *

Dans une dernière réunion, postérieure à l'élaboration du rapport, le Gouvernement annonça l'intention de déposer de nouveaux amendements. La Commission, ne pouvant retarder la distribution du rapport, n'a pu en faire l'examen, et les membres se sont réservé de se prononcer à ce sujet, au cours des délibérations.

TEXTE
PROPOSÉ PAR LA COMMISSION.

Proposition de loi sur l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919.

ARTICLE PREMIER.

La présente loi s'applique aux infractions prévues par les articles 104 et 109, et par le chapitre II du titre premier du livre II du Code pénal, si ces infractions ont été commises entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919.

Elle s'applique aux crimes et délits contre la sûreté de l'Etat, commis par

TEKST DOOR DE COMMISSIE
VOORGESTELD.

Wetsvoorstel over het verval van de vervolging tot straf en van de straffen betreffende sommige misdaden en wanbedrijven gepleegd tusschen 4 Augustus 1914 en 4 Augustus 1919.

EERSTE ARTIKEL.

Deze wet is toepasselijk op de misdrijven voorzien bij de artikelen 104 en 109, en bij Boek II titel I Hoofdstuk II van het Strafwetboek, indien deze misdrijven werden gepleegd tusschen 4 Augustus 1914 en 4 Augustus 1919.

Zij is toepasselijk op de misdaden en wanbedrijven tegen de veilig-

des militaires, aux désertions ordinaires et aux désertions à l'ennemi, aux mutilations volontaires, aux infractions qualifiées « en présence de l'ennemi », ainsi qu'aux récalcitrants et aux réfractaires faisant partie des contingents appelés pendant la guerre, si les faits ont été commis au cours de la même période.

Un arrêté pris par les Ministres réunis en Conseil dressera la liste des condamnés exclus de l'application de la présente loi. Cet arrêté sera pris au moment de la promulgation de la loi.

ART. 2.

Toutes les condamnations pénales prononcées du chef des infractions visées par la présente loi sont déclarées irrévocables à la date du 19 septembre 1928, alors même qu'elles ont été prononcées par défaut, par contumace, ou en premier ressort seulement.

ART. 3.

Sont déclarées éteintes à la même date les peines tant principales qu'accessoires, prononcées du chef de ces infractions, sauf les restrictions qui suivent.

Ne sont pas restitués aux condamnés les titres, grades, fonctions, emplois et offices publics dont ils ont été destitués en vertu de l'article 19 du Code pénal.

Les incapacités prononcées par les juges et les déchéances attachées par la loi à la condamnation ne cessent d'exister que si la peine principale ne dépasse pas dix ans de privation de la liberté; dans le même cas, les condamnations ne seront plus mention-

heid van den Staat, gepleegd door militairen, op de gewone desertie en het overloopen naar den vijand, op de vrijwillige verminking, op de misdrijven betiteld « tegenover den vijand », alsook op de wederspanningen en de dienstweigeraars die deel uitmaakten van de tijdens den oorlog opgeroepen contingents, indien de feiten in hetzelfde tijdperk werden gepleegd.

De lijst van de veroordeelden welke van de toepassing van deze wet worden uitgesloten, zal opgemaakt worden bij een besluit van de in Raad vergaderde ministers. Dit besluit zal genomen worden op het oogenblik van de afkondiging van de wet.

ART. 2.

Al de veroordeelingen tot straf, uitgesproken wegens misdrijven bij deze wet bedoeld, worden onherroepelijk verklaard op den datum van 19 September 1928, zelfs indien zij werden uitgesproken bij verstek, bij wederspanning aan de wet of enkel in eersten aanleg.

ART. 3.

Op denzelfden datum worden de uit hoofde van die misdrijven uitgesproken straffen, zoowel hoofdstraffen als bijkomende straffen, vervallen verklaard, behoudens de volgende beperkingen :

De titels, graden, openbare ambten, bedieningen en diensten waarvan de veroordeelden onzetz werden krachtens artikel 19 van het Strafwetboek, worden hun niet teruggegeven.

De onbekwaamheden door de rechters uitgesproken en de vervallenverklaringen door de wet aan de veroordeeling verbonden, houden slechts op te bestaan indien de hoofdstraf niet zwaarder is dan tien jaar vrijheidsberoving; in hetzelfde geval, zullen de

nées aux extraits du casier judiciaire, états de condamnation, certificats de bonne conduite et autres pièces similaires, et elles ne serviront pas de base à la récidive.

Les condamnations visées par la présente loi ne feront pas obstacle à l'application de la condamnation conditionnelle.

ART. 4.

Il est mis fin aux poursuites répressives intentées, et il ne sera pas intenté de poursuites répressives nouvelles du chef des infractions visées par la présente loi.

ART. 5.

Les dispositions de la présente loi ne font pas obstacle à l'application des mesures de garde, d'éducation et de préservation prévues par la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance, ni à l'exécution de la mise à la disposition du Gouvernement des jeunes condamnés.

ART. 6.

Les dispositions de la présente loi ne peuvent être opposées ni aux droits de l'Etat ni aux droits des tiers : sont notamment maintenues les condamnations aux confiscations, restitutions, dommages-intérêts et frais de justice prononcées par les Cours et tribunaux. Les amendes payées ne doivent pas être restituées.

Toutefois, les condamnés sont admis à faire opposition aux condamnations civiles qui n'étaient pas devenues irrévocables, en vertu des lois en vigueur, à la date du 19 septembre 1928. L'opposition sera faite par ajournement devant le tribunal de première instance du siège de la Cour ou du Tribunal qui a prononcé les con-

veroordeelingen niet meer vermeld worden in de uittreksels van het strafregister, staten van veroordeeling, getuigschriften van goed gedrag en andere gelijkaardige stukken, en zullen zij niet tot grondslag dienen voor de herhaling.

De bij deze wet bedoelde veroordeelingen verhinderen de toepassing van de voorwaardelijke veroordeeling niet.

ART. 4.

Aan de ingestelde vervolgingen tot straf wordt een einde gesteld en geen nieuwe vervolgingen tot straf zullen worden ingesteld uit hoofde van de bij deze wet bedoelde misdrijven.

ART. 5.

De bepalingen van deze wet verhinderen de toepassing van de maatregelen tot bewaking, opvoeding en voorbehoeding voorzien bij de wet van 15 Mei 1912 op de kinderbescherming niet, evenmin als de uitvoering van de ter beschikkingstelling der Regeering van de jonge veroordeelden.

ART. 6.

De bepalingen van deze wet kunnen aan de rechten van den Staat, noch aan de rechten van derden worden tegengesteld : blijven namelijk bestaan de veroordeelingen tot verbeurdverklaring, teruggave, schadevergoeding en gerechtskosten door de Hoven en rechtbanken uitgesproken. De betaalde geldboeten moeten niet worden teruggegeven.

Echter mogen de veroordeelden verzet doen tegen de burgerlijke veroordeelingen welke niet onherroepelijk waren geworden krachtens de bestaande wetten, op den datum van 19 September 1928. Het verzet zal geschieden bij dagvaarding voor de rechtbank van eersten aanleg van de plaats waar het Hof of de Rechtbank zetelt, die

dammations, et ce, à peine de déchéance, dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi. Si l'opposition est dirigée contre l'État, celui-ci sera assigné en la personne du Ministre des Finances.

Les juges se prononceront sans être liés par l'article 2 de la présente loi, quant à l'existence de l'infraction.

Le Ministre des Finances peut transiger librement avec les condamnés ou leurs représentants sur les objets prévus par l'alinéa premier du présent article.

ART. 7.

A dater de la mise en vigueur de la présente loi, les parties lésées ne peuvent plus faire valoir leurs droits que devant les juridictions civiles.

ART. 8.

La présente loi entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur*.

de veroordeelingen heeft uitgesproken, en dit op straffe van vervallenverklaring, binnen de zes maanden volgende op het in werking treden van deze wet. Indien het verzet gericht is tegen den Staat, wordt hij gedagvaard in den persoon van den Minister van Financiën.

De rechters zullen uitspreken zonder gebonden te zijn door artikel 2 van deze wet, voor wat het bestaan van het misdrijf betreft.

De Minister van Financiën is vrij met de veroordeelden of hun vertegenwoordigers een schikking te treffen over de zaken voorzien bij het eerste lid van dit artikel.

ART. 7.

Te rekenen van het in werking treden van deze wet, kunnen de benadeelde partijen hun rechten nog alleen doen gelden voor de burgerlijke rechtbanken.

ART. 8.

Deze wet treedt in werking op den dag van haar bekendmaking in den *Moniteur*.

(16)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1927-1928

Wetsvoorstel

tot verleenig van amnestie voor sommige misdaden en wanbedrijven tegen de veiligheid van den Staat (1).

AANVULLEND VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2), UITGEBRACHT
DOOR DE HEEREN **VANDEN EYNDE (J.)** EN **VAN DIEVOET.**

MIJNE HEEREN.

Op 19 September II. heeft de Kamer, de algemeene bespreking aangevaugen van het wetsvoorstel ingediend door de Heeren Van Cauwelaert en c.s. tot verleenig van amnestie voor sommige misdaden en wanbedrijven tegen de veiligheid van den Staat (St. Kam. 1926-1927, n^o 53). Een eerste verslag werd namens de Middenafdeeling ingediend (Stuk. Kam. 1927-1928, n^o 143). Tijdens de bespreking, ter Kamer, heeft de Minister van Justitie, namens de Regeering, een amendement ingediend dat er naar streefde de amnestie door de verjaring te vervangen en dezen maatregel alleen toe te passen op de straffen welke niet tien jaar opskuiting of dwangarbeid overschrijden (Amendement I). De Heer Van de Vyvere amendeerde dezen tekst, in dezen zin, dat de verjaring zou toegepast worden op al de veroordeelingen tot straf uitgesproken uit hoofde van dezelfde misdrijven, zonder rekening te houden met de zwaarte van de uitgesproken straf (Amendement II).

Na de beweegredenen van het amendement der Regeering te hebben uiteengezet, stelde de Minister van Justitie voor, de bespreking te verdagen en de onderscheidene teksten voor onderzoek te verwijzen naar eene bijzondere Commissie. Het voorstel werd aangenomen met 93 tegen 68 stemmen, ter vergadering van 20 September. Het is namens de verrainde Middenafdeeling, tot Bijzondere Commissie aangesteld, dat wij de eer hebben verslag uit te brengen.

(1) Wetsvoorstel, n^o 25 (1926-1927).

Verslag, n^o 143 (1927-1928).

Amendementen I en II.

Behandeling: 19 en 20 September 1928.

Verwijzing naar eene Commissie bestaande uit de leden van de vroegere Middenafdeeling en aangevuld door het Bureau. (Besluit van 20 September 1928.)

(2) De Commissie bestond uit de heeren Tibbaut, voorzitter, Destrée, Hoysmans, Kreglinger, Merlot, Pierco, Renkin, Souplit, Van den Eynde (J.), Van de Vyvere en Van Dievoet.

Wij zullen achtereenvolgens de volgende vraagpunten onderzoeken :

- I. — Aard van de te nemen maatregelen;
- II. — Toepassingsfeer van deze maatregelen;
- III. — Rechterlijke beslissingen waarop deze maatregelen toepasselijk zijn;
- IV. — Verval der straffen;
- V. — Verval der strafvervolgingen;
- VI. — Beperking betreffende de toepassing van de wet op de kinderbescherming en van het ter beschikking stellen van de Regeering;
- VII. — Burgerlijke veroordelingen;
- VIII. — Latere burgerlijke vervolgingen;
- IX. — Twee bijzondere vragen.

Onze uiteenzetting zal de beweegredenen en de draagwijdte van de nieuwe teksten door uwe Commissie voorgesteld, toelichten.

I. — AARD VAN DE TE NEMEN MAATREGELEN.

Uwe Commissie heeft zich laten geleiden door de gedachtenwisseling welke in den loop van de bespreking in de Kamer heeft plaats gehad. Zich houdende aan de beschouwingen, door verscheidene leden van de vergadering en door de Regeering naar voren gebracht, heeft zij haar best gedaan om « het netelig amnestie-vraagstuk in een nationalen geest op te lossen » en aan den toestand, welke voortgesproten is uit den oorlog en de bezetting, een einde te stellen zonder de vaderlandslievende gevoelens te kwetsen. Twee methoden werden aangeprezen : deze van het voorstel van de heeren Van Cauwelaert en consorten, waardoor Amnestie verleend wordt voor sommige misdaden en wanbedrijven tegen de veiligheid van den Staat, en deze van de Regeering, waardoor de amnestie door de verjaring vervangen wordt.

De Commissie heeft noch het eene noch het andere stelsel kunnen aannemen.

De *amnestie* wordt door sommigen beschouwd als eene herstelling in eer en rechten, omdat zij niet alleen de straf uitwischt doch ook den misdadigen aard van het feit waarvoor amnestie wordt verleend. Dit was, natuurlijk, niet het gevoel van al de leden uwer Commissie. Volgens het meerendeel harer leden, is de amnestie een algemeene regel waarvan het eenig doel is, een einde te stellen aan sommige verbitteringen en aldus de eensgezindheid en den vrede te bevorderen. Niet ter wille van de schuldigen, doch wel ter wille van het algemeen belang verkiest de Staat, in sommige omstandigheden, te vergeten liever dan te straffen.

De Commissie heeft zich echter van het woord *Amnestie* niet willen bedienen ten einde misverstand, dat in zulke kiesche kwestie steeds te betreuen is, te voorkomen. Van den anderen kant, werd de Commissie wegens de onvastheid van de leer over den aard en over sommige gevolgen van de amnestie, er toe gebracht een andere methode te volgen, welke haar klaarder en veiliger leek.

Uwe Commissie heeft evenmin de amendementen van de Regeering aangenomen. Deze amendementen beperken er zich toe, sommige uitgesproken straffen verjaard te verklaren. Zulks heeft aanleiding gegeven tot bezwaren, waarvan het voornaamste van rechtskundigen aard was en hierop neerkwam : de verjaring is

het verval van de straf tengevolge van het uitblijven harer uitvoering gedurende een zekeren tijd.

Men kan zich het verval van de straffen voorstellen door verjaring, wanneer de veroordeeling uitgesproken werd bij verstek op bij wederspanningheid, of zelfs in geval van veroordeeling op tegenspraak, indien de schuldige er ni geslaagd is zich aan de uitvoering van de straf te onttrekken. Op een straf waarvan de uitvoering aan den gang is, past het begrip niet best.

Daarenboven, opdat eene straf vatbaar weze voor verjaring, moet de uitvoering er van bestaan in eene stoffelijke en uitwendige daad. « De straffen wier uitwerking onafhankelijk is van elke uitwendige handeling, worden uitgevoerd door het feit zelf, dat de veroordeeling onherroepelijk geworden is; dienvolgens, bestaat de vertraging niet welke door de verjaring wordt verondersteld. Dit is het geval voor de afzetting en de ontzetting van sommige rechten. » (F. THURY, *Cours de droit Criminel*, 3^e uitgave, 1909, n^o 374, bl. 333). Zoo dus de Commissie, voor sommige misdrijven, de onbekwaamheden wenschte uit te wischen, die verbonden zijn aan de veroordeeling, moest zij uitgaan van eene andere gedachte.

Nog andere bezwaren werden aangevoerd tegen het voorstel van de Regeering. Over bijkomende straffen spreekt het niet. Het houdt zich niet bezig met de aanhangige noch met de toekomstige vervolgingen, en zegt niets over de verjaring van de vordering tot straf: het schijnt dus wel dal, ingeval die tekst aangenomen werd, nieuwe vervolgingen mogelijk zouden wezen.

Uwe Commissie was van gevoelen, dat niets ons verplicht de te nemen maatregelen aan bestaande juridische categoriën te ontleenen. Zij heeft gedacht dat het verval van de straffen en van de rechtsvordering tot straf zonder meer door de wet kan worden uitgesproken.

Bovendien is het, volgens haar, ten zeerste noodig, in de wet op concrete en omstandige wijze, de gevolgen te bepalen van den maatregel dien men nemen zal: dit stelsel laat toe, het lot van de veroordeelden verschillend te regelen, volgens de zwaarte van het gepleegde misdrijf.

Dit zijn de overwegingen die den titel en de artikelen van het voorstel van uwe Commissie hebben ingegeven; dit voorstel benadert ten zeerste, wat de zaak zelf betreft, het ontwerp van de Regeering, zooals het door den heer Van de Vyvere is geamendeerd.

De titel zou luiden als volgt:

« Wetsvoorstel over het verval van de vervolging tot straf en van de straffen betreffende sommige misdaden en wanbedrijven gepleegd tusschen 4 Augustus 1914 en 4 Augustus 1919. »

Deze titel vertolkt het doel van de wet zoo nauwkeurig mogelijk: de tekst verklaart inderdaad, dat de uitgesproken straffen vervallen zijn, behoudens zekere uitzonderingen; hij maakt een einde aan de reeds ingestelde vervolgingen, en bepaalt dat gene nieuwe vervolgingen meer zullen worden ingesteld; hij handhaaft de rechten van den Staat en die van de particulieren. Dit zijn de voornaamste gevolgen, zoowel van de eigenlijke amnestie, als van de verjaring, indien men deze laatste toepast op de straffen en op de vervolgingen.

II. — TOEPASSINGSSFEER VAN DE TE NEMEN MAATREGELEN.
(EERSTE ARTIKEL).

Twee vragen dringen zich op : de eerste vloeit voort uit de vergelijking van de teksten van de Regeering, eenerzijds, en van den heer Van de Vyvere, anderzijds. Moet het vervallen van de straf en van de vervolgingen alleen toegepast worden op de veroordeelingen die niet tien jaar opsluitig of dwangarbeid overschrijden (Amendement van de Regeering) of moet het worden uitgebreid tot al de veroordeelingen, zonder de straffen die dezen duur overschrijden of zelfs de doodstraf uit te zonderen (Sub-amendement van den heer Van de Vyvere)?

De Commissie stelt U eenparig voor deze laatste oplossing aan te nemen.

Inderdaad, eene wet die het verval van straffen en van de rechtsvordering tot straf beperkt tot de gevallen waarin de veroordeeling niet tien jaren overschijdt of moest overschrijden, zou haar doel missen. Zulke regeling zou de gemoederen niet tot rust brengen, wat toch in de bedoeling van allen ligt, en de proceduere, in artikel 2 van het Regeeringsamendement voorzien, voor de bij wederspanningheid mitgesproken arresten, zou eene reeks verbitterende gedingen heropenen, zou aanleiding geven tot perscampagnes, tot scherpe polemieken, die de openbare meening en de maatschappelijke orde zouden storen. Het zou betreurenswaardig zijn, moest men, tien jaren na den wapenstilstand, een verleden in herinnering brengen, dat alles ons aanzet te vergeten.

De aanneming van het amendement Van de Vyvere doet artikel 2 van den tekst der Regeering wegvallen.

De bespreking in den schoot uwer Commissie deed eene andere vraag oprijzen. Moet het verval van de straf en van de strafvervolging alleen verleend worden aan de veroordeelden bedoeld in het voorstel Van Cauwelaert en in de amendementen der Regeering? Of moet de maatregel toegepast worden op al de misdaden en wanbedrijven gepleegd tegen de veiligheid van den Staat?

Het is niet overbodig, te dien opzichte, de voornaamste bepaling van het voorstel van de heeren Van Cauwelaert en e.s. in herinnering te brengen. Dit voorstel verleent amnestie :

- a) Voor de misdrijven voorzien bij de artikelen 104, 105, 109, 110 en 118bis van het Wetboek van Strafrecht en gepleegd vóór 4 Augustus 1919 ;
- b) voor de misdrijven voorzien bij de artikelen 115, 4^e alinea, 117 en 121bis van het Strafwetboek, gepleegd vóór 4 Augustus 1919, in de gevallen waarin de daders tegelijkertijd werden veroordeeld wegens overtreding van artikel 118bis ;
- c) voor de overige misdrijven, vóór denzelfden datum gepleegd, tegen de artikelen, onder litt. b vermeld, wanneer zij niet werden gestraft met vrijheidsstraffen van meer dan drie jaar.

De tekst van de Regeering neemt ongeveer dezelfde artikelen over. Hij spreekt de verjaring uit van sommige straffen opgelegd :

- a) wegens de misdrijven voorzien bij de artikelen 104, 109 en 118bis van het Strafwetboek ;
- b) wegens de misdrijven voorzien bij de artikelen 115, 117 en 121bis van hetzelfde Wetboek wanneer zij gepleegd werden in samenloop met het misdrijf, voorzien bij artikel 118bis.

De twee teksten stemmen in zoover overeen als zij uitsluitend of ongeveer uitsluitend de veroordeelden betreffen, die men gewoonlijk « activisten » noemt.

Sommige leden van uwe Commissie waren van gevoelen dat aan deze veroordeelden geen gunstiger lot moest te beurt vallen dan aan de veekooplieden die veroordeeld werden wegens leveringen aan den vijand, aan de werklieden die aanvaardden voor den bezetter te werken, en aan de ambtenaren die in dienst bleven, en die aldus sommige verstragen voor hunne oversten moesten opmaken en, uit dien hoofde, als verklikkers werden veroordeeld.

Bovendien, moet men, verklaarden zij, het verleden opruimen en een beroerde periode definitief afsluiten, zonder langor te verwijlen bij het nagaan van schuldige daden, zelfs van zeer erge, die in den oorlog en de bezetting hun oorsprong vonden. Uwe Commissie trad die zienswijze bij.

Vandaar het eerste lid van artikel 1 van den tekst van uwe Commissie, dat luidt als volgt :

Deze wet is toepasselijk op de misdrijven voorzien bij de artikelen 104 en 109, en bij Boek II, titel I, Hoofdstuk II, van het Strafwetboek, indien deze misdrijven werden gepleegd tusschen 4 Augustus 1914 en 4 Augustus 1919.

De aandacht van uwe Commissie werd gevestigd op den toestand der oudstrijders veroordeeld uit hoofde van misdrijven, in deze wet voorzien, of uit hoofde van andere gelijkaardige misdrijven waarvoor de wetten van 31 October 1919 en 28 Juni 1921 amnestie weigerden. Door de laatste dezer wetten de ruimste van de twee, voor wat de uitwerking betreft, werd amnestie geweigerd voor :

a) de misdaden en wanbedrijven tegen de veiligheid van den Staat, tenzij de toegepaste straf niet twee jaar gevangenisstraf overschrijdt en de schuldige, later dan het misdrijf, aan de dagorde is vermeld geworden, verminkt of afgekeurd wegens in den dienst opgedane of verergerde kwetsuren of ziekten;

b) de overlooppingen naar den vijand, de vrijwillige verminkingen tenzij die misdrijven slechts tot eene voorwaardelijke veroordeeling aanleiding hebben gegeven;

c) de wederspannigen en de dienstweigeraars die deel uitmaakten van de tijdens den oorlog opgeroepen contingenten (art. 5);

Dezelfde wet is niet toepasselijk op de deserties waarvan de duur, in eens of in verscheidene malen, volgens de gevallen, zes maanden of een jaar overschreed (1° art., 1°). Zij is ook niet toepasselijk op de misdrijven betiteld « tegenover den vijand » en die een straf van meer dan tien jaar vrijheidsberoving met zich brachten (1° art., 3°).

De Commissie was van gevoelen, dat de wetten voor militaire amnestie moeten in verband gebracht worden met de algemeene wet. Inderdaad, het schijnt niet mogelijk het voordeel van deze laatste wet te weigeren aan de burgers die het land dienden in de loopgraven. Wat betreft de wederspannigen en de dienstweigeraars, heeft de Commissie dezen in haren tekst vermeld, omdat de straf, uitgesproken uit hoofde van deze tekortkoming, hoe erg en weinig eervol deze ook moge zijn, niet langer moet blijven nawerken dan die welke opgelopen werd wegens misdaden en wanbedrijven tegen de veiligheid van den Staat.

Van daar het tweede lid van het eerste artikel :

Zij is toepasselijk op de misdaden en wanbedrijven tegen de veiligheid van

den Staat, gepleegd door militairen, op de gewone deserties en op het overloopen naar den vijand, op de vrijwillige verminderingen, op de misdrijven betiteld « tegenover den vijand », alsook op de wederspanningen en de dienstweigeraars die deel uitmaakten van de tijdens den oorlog opgeroepen contingenten, indien de feiten in hetzelfde tijdperk werden gepleegd.

Uwe Commissie heeft niet uit het oog verloren dat er, onder diegenen welke zich schuldig maakten aan misdaden tegen de veiligheid van den Staat en namentlijk onder de verraders en de verklikkers, sommigen zijn die, geleid door winstbejag of door een gevoel van haat dat men moeilijk kan begrijpen, er toe kwamen daden te plegen die zoo verfoeilijk zijn, dat zij niet de minste toegevendheid verdienen. Niemand denkt er aan, een genademaatregel te hunnen voordeele te nemen. Ongelukkig, gelden de artikelen van het Wetboek tevens voor de meest weezinwekkende misdaad en voor de meest verschoonbare fout; door middel van een wettekst de scheidingslijn te trekken tusschen deze twee categorieën van schuldigen bleek onmogelijk. Alleen de Regeering kan de lijst opmaken van de misdadigers die van de toepassing van deze wet dienen uitgesloten te worden. Uwe Commissie hoopt dat de Regeering, bij het opmaken van die lijst, zal willen rekening houden met het verlangen van de Commissie, dat de uitsluiting alleen zou gelden voor de enkele gevallen die werkelijk ergelijk zijn en voor dewelke de openbare meening een gebaar van vergiffenis niet zou begrijpen.

Door deze overwegingen geleid, heeft uwe Commissie den onderstaanden tekst aangenomen, die het derde lid uitmaakt van het eerste artikel en die zal toelaten, voor zooverre als noodig, de draagwijdte te beperken van de eerste twee alinea's :

De lijst van de veroordeelden welke van de toepassing van deze wet worden uitgesloten, zal opgemaakt worden bij een besluit van de in Raad vergaderde ministers. Dit besluit zal genomen worden op het oogenblik van de afkondiging van de wet.

De bepalingen van het eerste artikel schijnen al de misdaden en wanbedrijven te omvatten, in verband met de omstandigheden van den oorlog en de bezetting gepleegd. Nochtans, kan eene veroordeeling welke tot deze categorie behoort, uitgesproken geworden zijn krachtens eene bepaling van het Strafwetboek die door het ontwerp niet bedoeld is : de wet kan niet alles regelen ; de wetgevende maatregelen zijn noodzakelijkerwijs van algemeenen aard en, in een bepaald geval, kunnen de oorlog en de bezetting aanleiding hebben gegeven tot misdrijven die, rechtskundig gesproken, behooren tot het gemeen recht. In dergelijke gevallen, zou een besluit van gratie op doeltreffende wijze de leemte aanvullen.

III. — RECHTERLIJKE BESLISSINGEN WAAROP DE TE NEMEN MAATREGELEN TOEPASSELIJK ZIJN (ART. 2).

De oorlogsperiode opruimen wil zeggen, volgens het inzicht van uwe Commissie, een einde maken aan de aanhangige strafgedingen en de uitgesproken straffen doen vervallen. Men moet, in de mate van het mogelijke, de gelijkheid behouden tusschen de veroordeelden : zij wier veroordeeling definitief geworden is en wier hoofdstraf uitgevoerd werd, moeten het

voordeel kunnen genieten van het verval der bijkomende straffen, evenals zij, wier vrijheidsstraf thans in staat van uitvoering is. Anderzijds, is het niet onaanvaardbaar dat degenen die veroordeeld werden bij weerspannigheid, zich voor den rechter kunnen aanstellen voor de wet van kracht wordt, en aldus hunne veroordeeling doen vervallen op het oogenblik dat de wet zelf zich verzet tegen elke nieuwe vervolging. Dit heeft uwe Commissie den tekst van artikel 2 ingegeven, luidende als volgt:

„Al de veroordeelingen tot straf, uitgesproken wegens misdrijven bij deze wet bedoeld, worden onherroepelijk verklaard, op den datum van 19 September 1928; zelfs indien zij werden uitgesproken bij verstek, bij weerspannigheid of eikel in veersten aanleg.

Aan diegenen die hier tegen zouden aanvoeren, dat men hun de mogelijkheid ontnemt om vrijgesproken te worden, zou men kunnen antwoorden dat zij tien jaren te hunner beschikking hadden om hun geval aan een tegensprekelijk debat te onderwerpen en dat, trouwens, de wet die hunne veroordeeling definitief maakt, automatisch de straf doet vervallen die tegen hen werd uitgesproken, behoudens sommige uitzonderingen die wij zullen onderzoeken.

Men moet, overigens, niet uit het oog verliezen dat, zoo de veroordeeling definitief wordt in strafrechtelijk opzicht, hetzelfde niet gebeurt ten aanzien van de burgerlijke gevolgen der beslissing, zooals dit nader wordt toegelicht, naar aanleiding van artikel 6 van den tekst.

Artikel 2 werd eenparig aangenomen.

IV. — HET VERVAL VAN DE STRAFFEN (Art. 3).

Uwe Commissie was het eens om een eind te maken aan de hoofdstraffen. De lijst van de bijkomende straffen werd door haar overzien, zich afvragende in welke mate men deze straffen moest vervallen verklaren.

Men was het eens om een eind te maken aan het stellen onder het bijzonder toezicht der politie, eene veronderde straf die door de criminalisten gehekel werd.

Anderzijds, heeft de Commissie besloten dat er geen aanleiding bestaat om terug te komen op de straffen die uitgesproken werden krachtens artikel 19 van het Strafwetboek; d. i. de afzetting van de titels, graden, openbare ambten, bedieningen en diensten.

Was betreft de ontzetting van de burgerlijke en politieke rechten (art. 31 en volg. van het Strafwetboek) heeft de Commissie een onderscheid gemaakt, dat haar werd ingegeven door de algemeene bespreking van 20 September laatsleden.

De groote meerderheid der Kamerleden scheen het inderdaad eens te zijn om de zwaar veroordeelden niet te ontheffen van de vervallenverklaring der rechten die tegen hen was uitgesproken. Anderzijds dedden sommige redenaars, die de eigenlijke amnestie vroegen voor diegenen die minder zware straffen opgelopen hadden, bijzonder op de teruggave van de burgerlijke en politieke rechten. De Commissie heeft rekening gehouden met deze zienswijze en stelt U voor het volgend onderscheid te maken: de ontzetting van burgerlijke

en politieke rechten zal worden behouden voor de ter dood veroordeelden en voor de veroordeelden tot eene vrijheidsstraf van meer dan tien jaar; zij wordt opgeheven voor de anderen.

De tekst zegt dat, zoo de hoofdstraf niet tien jaar vrijheidsstraf overschrijdt, niet alleen de onbekwaamheden uitgesproken door de rechters, doch ook *de vervallenverklaringen van rechten, krachtens de wet zelf aan de veroordeelingen verbonden*, ophouden te bestaan. Men moest inderdaad een einde maken aan een meeningsgeschied. Artikel 31, 2^o van het Strafwetboek vermeldt onder de onbekwaamheden die kunnen of moeten uitgesproken worden door de rechters, het recht om te stemmen, te kiezen, en verkozen te worden. Deze bijkomende straf werd echter afgeschaft door artikel 130, 2^o van het Kieswetboek van 12 April 1894 en vervangen door een *wettelijke* vervallenverklaring, voorzien in de artikelen 20, 21 et 230 van hetzelfde Wetboek, vervallenverklaring die *ipso facto*, voortvloeit uit de veroordeeling zelf en die definitief is. Dezelfde vervallenverklaring vindt men terug in de gemeentelijke kieswet van 12 September 1895, 19 Februari 1921, artikel 60 en in de provinciale kieswet van 19 October 1895-19 Februari 1921, artikel 60 en licht gewijzigd door de wet van 8 Augustus 1928, houdende herziening van de titels I tot III van het Kieswetboek. Uwe Commissie dacht dat er aanleiding bestond om haar tekst aan te vullen en het recht om te kiezen en verkozen te worden terug te schenken aan de kleine veroordeelden, doch alleen aan dezen.

Op aanvraag van de indieners van het voorstel Van Cauwelaert heeft de Commissie gemeend, een stap meer te moeten doen in de richting van de genade en dit steeds voor de daders van de minst erge misdrijven : zij heeft besloten dat de uitgesproken straffen niet zouden geboekt blijven in het strafregister.

In denzelfden gedachtengang en voor dezelfde schuldigen, stelt uwe Commissie u voor de vervallen veroordeelingen niet in aanmerking te doen komen om als grondslag te dienen voor eene latere toepassing van de bepalingen betreffende de herhaling (art. 54 tot 57 van het Strafwetboek).

Een lid heeft doen opmerken dat men er dient voor te waken, de latere beteugeling van de misdaden en wanbedrijven gepleegd tegen de veiligheid van den Belgischen Staat, inzonderheid door personen die zouden voortgaan in het buitenland te verblijven, niet te belemmeren. Er werd geantwoord, dat de tekst hem schijnt voldoening te geven, vermits het verval van de strafvordering slechts voorzien wordt voor de misdrijven gepleegd vóór den 4^o Augustus 1919.

De Commissie is insgelijks van gevoelen dat, welke de uitgesproken straf ook zij, de opgelopen veroordeeling de toepassing van de wet van 31 Mei 1888 betreffende de voorwaardelijke veroordeeling niet mag verhinderen. Het mag inderdaad, gezien den bijzonderen aard van de feiten in het ontwerp voorzien, niet gebeuren dat zij die het verval van hunne straf zullen bekomen hebben, voortaan het voordeel niet zouden mogen genieten van het uitstel, voor een eerste misdrijf van gemeen recht. Deze bepaling kan de beteugeling geenszins belemmeren, vermits de rechter nooit verplicht is het uitstel toe te staan.

Er kan zich echter zulk een toestand voordoen, dat het uitstel zich naar billijkheid opdringt, en de Commissie heeft gewenscht de rechters niet te binden.

Een lid van uwe Commissie heeft gevraagd of de straffen welke in aanmerking dienen genomen te worden voor de toepassing van de wet, die zijn welke voortvloeien uit de uitgesproken veroordeelingen of die welke voortvloeien uit besluiten tot gratieverleening waarbij zij gewijzigd werden. Er werd geantwoord

dat alleen de straffen opgelegd door de rechters in aanmerking worden genomen : zoo luidt de tekst, en dit schijnt logisch, vermits de uitgesproken straf de zwaarte van het misdrijf aanwijst, terwijl eene latere strafvermindering kan gesteund zijn op overwegingen die geheel onafhankelijk zijn van de misdadigheid van den dader.

Dit is de draagwijdte van artikel 3 der Commissie, waarvan de tekst luidt als volgt :

Op denzelfden datum worden de uit hoofde van die misdrijven uitgesproken de straffen, zoowel hoofdstraffen als bijkomende straffen, vervallen verklaard, behoudens de volgende beperkingen :

De titels, graden, openbare ambten, bedieningen en diensten waarran dege veroordeelde ontzet werden krachtens artikel 19 van het Strafwetboek, worden hun niet teruggegeven.

De onbekwaamheden door de rechters uitgesproken en de vervallenverklaringen door de wet aan de veroordeeling verbonden, houden slechts op te bestaan indien de hoofdstraf niet zwaarder is dan tien jaar vrijheidsberoving; in hetzelfde geval, zullen de veroordeelingen niet meer vermeld worden in de uittreksels van het strafregister, staten van veroordeeling, getuigschriften van goed gedrag en andere gelijkaardige stukken, en zullen zij niet tot grondslag dienen voor de herhaling.

De bij deze wet bedoelde veroordeelingen verhinderen de toepassing van de voorwaardelijke veroordeeling niet.

Het aldus luidende artikel 3 werd aangenomen met 7 stemmen tegen 1 stem.

V. — HET VERVAL VAN DE VERVOLGING TOT STRAF (ART. 4).

De Commissie heeft eene bepaling aangenomen, luidende als volgt :

Aan de ingestelde vervolgingen tot straf wordt een einde gesteld en geen nieuwe vervolgingen tot straf zullen worden ingesteld uit hoofde van de bij deze wet bedoelde misdrijven.

Deze tekst lokte geene opmerkingen uit en vergt geen commentaar.

VI. — BEPERKING BETREFFENDE DE TOEPASSING VAN DE WET OP DE KINDERBESCHERMING EN HET TER BESCHIKKING STELLEN VAN DE REGEERING (ART. 5).

Artikel 10 van de wet van 28 Augustus 1919 liet buiten de toepassing (ter amnestie de maatregelen van bewaking, opvoeding en voorbehoeding voorzien bij de wet van 15 Mei 1912 op de kinderbescherming. Uwe Commissie heeft gemeend deze bepaling te moeten overnemen : de maatregelen waarop de tekst zinspeelt zijn veel minder strafmaatregelen dan opvoedingsmaatregelen en de kinderen en jongelieden die fraakten, hebben er geen belang bij dat de wetgever een eind zou maken aan de pogingen die gedaan worden om huare zedelijke verbetering te bewerken.

Artikel 5 van den tekst luidt dienvolgens aldus :

De bepalingen van deze wet verhinderen de toepassing van de maatregelen tot bewaking, opvoeding en voorbehoeding voorzien bij de wet van 15 Mei 1912 op de kinderbescherming niet, evenmin als de uitvoering van de ter beschikkingstelling van de Regeering van de jonge veroordeelde.

VI. — DE BURGERLIJKE VEROORDEELINGEN (ART. 6).

De Commissie moest den terugslag nagaan van de voorgestelde maatregelen op de rechten van den Staat en van de benadeelde partijen. Zij stelt u voor, in het algemeen, de stelsels aan te nemen die in de wetgeving en in de rechts-wetenschap gevolgd worden.

De eerste alinea van artikel 6 is slechts de herhaling van de bepalingen die men in al de amnestiewetten vindt en namelijk in die van 28 Augustus 1919 (art. 4 en 5) van 31 October 1919 (art. 4 en 5), en van 28 Januari 1921 (art. 6 en 7). De amnestie vischt inderdaad de burgerlijke veroordeelingen niet uit en verhindert niet dat de burgerlijke rechtsvordering voortgezet of ingesteld worde.

De burgerlijke veroordeelingen, verklaart THIRY (*Cours de droit criminel*, 3^e uitgave 1909, n^o 371; bladz. 332) uitgesproken ten voordeele van de benadeelde partijen kunnen niet uitgewischt worden door de amnestie. Moest het noodzakelijk zijn, schrijft hij verder, dan zou men bedoelde veroordeelingen alleen kunnen te niet doen, artikel 11 der Grondwet betreffende de onteigening ten algemeenen nutte toe te passen !

De Commissie stelt u dus den volgende tekst voor :

De bepalingen van deze wet kennelijk de rechten van den Staat, noch aan de rechten van derden worden tegengesteld : blijven namelijk bestaan, de veroordeelingen tot verbeurdverklaring, teruggave, schadevergoeding en gerechtskosten door de Hoven en rechtbanken uitgesproken. De betaalde geldboeten moeten niet worden teruggegeven.

Het principe is klaar, doch sommige toepassingen zijn kiesch.

De Regeering is er van overtuigd, dat sommige veroordeelingen tot schadevergoeding of tot teruggave, uitgesproken bij wederspannigheid, d. i. bij afwezigheid van elke verdediging van den beschuldigde, buitensporig kunnen zijn; zij stelt dan ook, bij amendement voor, het aan de belanghebbenden mogelijk te maken verzet te doen tegen deze veroordeelingen en de zaak te doen brengen op de rol van de volgende zitting van het Hof van Assisen. Sommige leden van de Commissie hebben deze bepaling aan kritiek onderworpen, omdat zij noodzakelijkerwijs zou uitloopen op het hervatten van geruchtmakende processen.

Het schijnt evenwel niet mogelijk, zonder aan de veroordeelden bij wederspannigheid aanzienlijke schade te berokkenen, ja zelfs ernstig onrecht aan te doen, te verklaren dat de burgerlijke veroordeelingen, tegen hen uitgesproken, onherroepelijk zijn. Men moet hun toelaten verzet te doen tegen deze veroordeelingen. Doch uwe Commissie was van gevoelen dat de burgerlijke rechtbank moet verkozen worden boven de strafrechtbank, om over dergelijke eisch uitspraak te doen.

Van daar de tweede alinea van het artikel, luidende als volgt :

Behler, mogen de veroordeelden verzet doen tegen de burgerlijke veroordeelingen welke niet onherroepelijk waren geworden, krachtens de bestaande wetten, op den datum van 19 September 1928. Het verzet zal geschieden bij dagvaarding voor de rechtbank van eersten aanleg van de plaats waar het Hof of de Rechtbank zeelt die de veroordeelingen heeft uitgesproken, en dit, op straffe van vervallenverklaring, binnen de zes maanden volgende op

het in werking treden van deze wet. Indien het verzet gericht is tegen den Staat, wordt hij gedagvaard in den persoon van den Minister van Financiën.

Dat is dus een proces van zuiver burgerlijken aard en waarover een burgerlijke rechtbank zal uitspraak doen, evenals over ieder ander gelijkaardigen eisch. Doch hier rees eene nieuwe moeilijkheid op. Het strafvonnis heeft, principieel, kracht van gewijsde ten aanzien van de burgerlijke rechtsvordering, althans wat betreft de punten die aan beide vorderingen gemeen zijn. « Er wordt beslist, dat het bedoelde feit gepleegd werd, dat de vervolgte partij de dader er van is et dat deze partij strafrechtelijk schuldig is; het logisch gevolg is dit: *a fortiori* is de partij burgerlijk schuldig; en er blijft nog alleen het vraagstuk van de schade te onderzoeken (THURY, *Cours de droit criminel*, 3^e uitgave, 1909, n^os 502 en 553, bladz. 458; BRAAS, AD., *Traité élémentaire de l'instruction criminelle*, 1925, bl. 86-87).

Doch de exceptie van gewijsde moet gesteund zijn op een onherroepelijk arrest of vonnis; en onder « onherroepelijk vonnis » wordt verstaan een vonnis dat niet meer vatbaar is voor eenig rechtsmiddel (*Braas eod. loco*, bl. 88). Zal zulks het geval zijn voor de arresten en vonnissen die, op 19 September 1928, niet onherroepelijk waren, krachtens de bepalingen der bestaande wetten, doch die het zullen geworden zijn op dien datum, krachtens de verklarende uitwerking van de wet?

Dit schijnt niet mogelijk, vooral wanneer er sprake is van arresten, bij wederspanningheid uitgesproken door het Hof van Assisen, bij afwezigheid van alle tegenspraak. Deze arresten zijn niet onherroepelijk en vormen geen gewijsde, zoolang de termijn tot verjaring der straf niet verlopen is (*Braas eod. loco*, bl. 88).

Uwe Commissie liet zich leiden door deze overwegingen en, om iedere aarzeling van de rechtbanken te voorkomen, stelt zij U den volgende tekst voor:

De rechters zullen uitspreken zonder gebonden te zijn door artikel 2, van deze wet, voor wat het bestaan van het misdrijf betreft.

De slot-alinea van artikel 6 werd ingegeven door de volgende overwegingen. Er werd verklaard, ter vergadering van de Commissie, dat sommige burgerlijke veroordeelingen, op tegenspraak uitgesproken, en die thans kracht van gewijsde verkregen hebben, naar eenieders meening, ruim de maat overschrijden; dit was namelijk het geval in zekere processen waarbij onderscheidene beschuldigen of beklaagden tegelijk betrokken waren en die solidairlijk veroordeeld werden tot de teruggaven, schadevergoedingen en kosten. Somwijlen zelfs de verhouding van oorzaak tot gevolg tusschen het misdrijf en de beweerde schade, zeer twijfelachtig voorkomt, schijnt.

De Commissie heeft gemeend niet te moeten terugkomen op hetgeen onherroepelijk gevonnist werd. Zij heeft zich er mede moeten tevreden stellen, de uitvoerende macht aan te zetten zich ruim te toonen tegenover degenen die ten onrechten of te streng veroordeeld werden. Dit gaf aanleiding tot den volgende tekst, die nog dit ander voordeel opleveren zal, in vele gevallen, eene schikking in der minne te stellen in de plaats van eene procedure van verzet:

De Minister van Financiën is vrij met de veroordeelden of hun vertegen-

woordigers een schikking te treffen over de zaken voorzien bij het eerste lid van dit artikel.

Het is klaar dat het recht om eene overeenkomst te sluiten toepasselijk is op de veroordeelingen die onherroepelijk geworden zijn, evenals op die welke het nog niet zijn. In rechtskundig opzicht zal niets den Minister verhinderen eene schikking diereeds getroffen werd, te vervangen door een nieuwe schikking.

De Commissie hoopt dat de Regeering, hetzij van amptswege, hetzij op verzoek van de belanghebbenden, de burgerlijke veroordeelingen opnieuw zal willen onderzoeken, hetzij die thans, al of niet, uitgevoerd werden, en dat zij het zich als een plicht zal rekenen zich, bij de regeling van deze geld-quaestien, te laten leiden door een ruim gevoel van billijkheid en door de bezorgheid om de gelijkheid onder de veroordeelden te behouden of te herstellen.

De tekst werd eenparig aangenomen.

VIII. — DE LATÈRE BURGERLIJKE VERVOLGINGEN (Art. 7).

Artikel 7 regelt een vraagstuk van bevoegdheid en lost dit op in denzelfden geest als voor artikel 6.

Om de redenen die herhaaldelijk aangegeven werden, kan uwe Commissie niet aannemen dat de plechtige en geruchtmakende procedure der Hoven van Assisen worde hervat. Derhalve stelt zij voor, dat de benadeelde partij, Staat of particulier, van het in werking treden der wet, hare rechten nog alleen zal kunnen doen gelden voor de burgerlijke rechtbanken.

IX. — TWEE BIJZONDERE VRAAGPUNTEN.

Twee bijzondere vraagpunten werden in den schoot uwer Commissie opgeworpen. Het zijn: de tuchtstraffen opgelegd aan sommige ambtenaren, en de vervallenverklaring, uitgesproken krachtens de wet van 15 Mei 1922 op de nationaliteit.

De tuchtstraffen, opgelegd aan sommige ambtenaren uit hoofde van hun gedrag tijdens den oorlog, hebben herhaaldelijk de aandacht van het Parlement op zich getrokken. Er werd dikwijls gezegd dat men tegen sommige ambtenaren en bedienden, na den wapenstilstand, nimmer strenge maatregelen had genomen die niet steeds beantwoordden aan de wezenlijke schuld van de getroffen personen. Onder hen vond men trouwens oud-ambtenaren die gedurende hunne geheele loopbaan, gewentensvol hunne plicht hadden vervuld en die hun recht op pensioen verloren naar aanleiding van hunne afzetting of van het ontslag dat nadien de straf der afzetting verving. De Commissie heeft moeten erkennen dat dit vraagstuk aan hare bevoegdheid ontsuapte en dat het buiten het gebied lag van het wetsvoorstel. Nochtans, waren de leden het eens om de aandacht van de Regeering te vestigen op de dringende noodzakelijkheid de getroffen tuchtmaatregelen te herzien en hierbij rekening te houden met de verwarring die bij vele beambten heerschte, na de afkondiging van de estuurlijke scheiding door de bezeitende macht, alsook met de diensten die deze beambten bewezen hebben gedu-

rende eene lange loopbaan en met het rustpensioen waarop zij meenden te mogen rekenen.

Men moet toegevend zijn tegenover de aanbidders en bedienden die handelden uit onwetendheid of uit onvoorzichtigheid en die zich aan geen enkel strafrechtelijk misdrijf schuldig maakten.

Een lid heeft het vraagstuk opgeworpen van de vervallenverklaring uitgesproken krachtens de wet van 15 Mei 1922, op het verwerven en het verliezen van de nationaliteit. Artikel VI § 4 van de *Overgangsbepalingen* dezer wet laat toe « van den staat van Belg vervallen te verklaren, de Belg door keuze of door naturalisatie, die tijdens den oorlog, ernstig aan zijn plicht tegenover België of diens bondgenooten te kort gekomen is ». Volgens de inlichtingen aan uwe Middelenafdeeling verstrekt, werden zeven-en-zeventig vonnissen tot vervallenverklaring uitgesproken door de rechtbanken en wenschen sommige personen opnieuw de Belgische nationaliteit te verwerven.

Dienvolgens, werd de volgende tekst voorgesteld :

« De burgers tegen wie de vervallenverklaring van de nationaliteit uitgesproken werd, kunnen de opheffing van de uitwerking der rechterlijke beslissingen bekomen, indien zij, binnen de drie maanden na het van kracht worden dezer wet, daartoe eene aanvraag richten tot den Minister van Justitie, en het bewijs leveren van hunne loyale houding sedert 1918 ».

Uwe Commissie heeft, met 4 tegen 3 stemmen geoordeeld dat er geene aanleiding bestond om dit voorstel aan te nemen, dat buiten het kader van de wet treedt en overigens bezwaren doet oprijzen, zelfs wanneer de Minister, zooals de indienner van den tekst het heeft verklaard, het recht zou hebben om de aanvraag af te wijzen.

Het wetsvoorstel werd in zijn geheel aangenomen met 7 stemmen tegen 4 stem.

De Verslaggevers,

J. VANDEN EYNDE.
E. VAN DIEVOET.

De Voorzitter,

E. TIBBAUT.

In eene laatste vergadering, die plaats greep na het opnemen van het verslag, deed de Regeering haar inzicht kennen nieuwe amendementen in te dienen. Daar de Commissie het ronddeelen van het verslag niet langer kon uitstellen, heeft zij die amendementen niet kunnen onderzoeken, en de leden hebben zich het recht voorbehouden daarover hunne meening te doen kennen in den loop van de bespreking.

TEXTE
PROPOSÉ PAR LA COMMISSION.

Proposition de loi sur l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919.

ARTICLE PREMIER.

La présente loi s'applique aux infractions prévues par les articles 104 et 109, et par le chapitre II du titre premier du livre II du Code pénal, si ces infractions ont été commises entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919.

Elle s'applique aux crimes et délits contre la sûreté de l'Etat, commis par des militaires, aux désertions ordinaires et aux désertions à l'ennemi, aux mutilations volontaires, aux infractions qualifiées « en présence de l'ennemi », ainsi qu'aux récalcitrants et aux réfractaires faisant partie des contingents appelés pendant la guerre, si les faits ont été commis au cours de la même période.

Un arrêté pris par les Ministres réunis en Conseil dressera la liste des condamnés exclus de l'application de la présente loi. Cet arrêté sera pris au moment de la promulgation de la loi.

ART. 2.

Toutes les condamnations pénales prononcées du chef des infractions visées par la présente loi sont déclarées irrévocables à la date du 19 septembre 1928, alors même qu'elles ont été prononcées par défaut, par con-

TEKST DOOR DE COMMISSIE
VOORGESTELD.

Wetsvoorstel over het verval van de vervolging tot straf en van de straffen betreffende sommige misdaden en wanbedrijven gepleegd tusschen 4 Augustus 1914 en 4 Augustus 1919.

EERSTE ARTIKEL.

Deze wet is toepasselijk op de misdrijven voorzien bij de artikelen 104 en 109, en bij Boek II titel I Hoofdstuk II van het Strafwetboek, indien deze misdrijven werden gepleegd tusschen 4 Augustus 1914 en 4 Augustus 1919.

Zij is toepasselijk op de misdaden en wanbedrijven tegen de veiligheid van den Staat, gepleegd door militairen, op de gewone desertie en het overloopen naar den vijand, op de vrijwillige verminking, op de misdrijven betiteld « tegenover den vijand », alsook op de wederspanningen en de dienstweigeraars die deel uitmaakten van de tijdens den oorlog opgeroepen contingents, indien de feiten in hetzelfde tijdperk werden gepleegd.

De lijst van de veroordeelden welke van de toepassing van deze wet worden uitgesloten, zal opgemaakt worden bij een besluit van de in Raad vergaderde ministers. Dit besluit zal genomen worden op het oogenblik van de afkondiging van de wet.

ART. 2.

Al de veroordeelingen tot straf, uitgesproken wegens misdrijven bij deze wet bedoeld, worden onherroepelijk verklaard op den datum van 19 September 1928, zelfs indien zij werden uitgesproken bij verstek, bij weder-

lunace, ou en premier ressort seulement.

ART. 3.

Sont déclarées éteintes à la même date les peines tant principales qu'accessoires, prononcées du chef de ces infractions, sauf les restrictions qui suivent:

Ne sont pas restituées aux condamnés les titres, grades, fonctions, emplois et offices publics dont ils ont été destitués en vertu de l'article 19 du Code pénal.

Les incapacités prononcées par les juges et les déchéances attachées par la loi à la condamnation ne cessent d'exister que si la peine principale ne dépasse pas dix ans de privation de la liberté; dans le même cas, les condamnations ne seront plus mentionnées aux extraits du casier judiciaire, états de condamnation, certificats de bonne conduite et autres pièces similaires, et elles ne serviront pas de base à la récidive.

Les condamnations visées par la présente loi ne feront pas obstacle à l'application de la condamnation conditionnelle.

ART. 4.

Il est mis fin aux poursuites répressives intentées, et il ne sera pas intenté de poursuites répressives nouvelles du chef des infractions visées par la présente loi.

ART. 5.

Les dispositions de la présente loi ne font pas obstacle à l'application des mesures de garde, d'éducation et de préservation prévues par la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance, ni à l'exécution de la mise à la disposition du Gouvernement des jeunes condamnés.

spanningheid aan de wet of enkel in eersten aanleg.

ART. 3.

Op denzelfden datum worden de uit hoofde van die misdrijven uitgesproken straffen, zoowel hoofdstaffen als bijkomende straffen, vervallen verklaard, behoudens de volgende beperkingen:

De titels, graden, openbare ambten, bedieningen en diensten waarvan de veroordeelden ontzet werden krachtens artikel 19 van het Strafwetboek, worden hun niet teruggegeven.

De onbekwaamheden door de rechters uitgesproken en de vervallenverklaringen door de wet aan de veroordeeling verbonden, houden slechts op te bestaan indien de hoofdstraf niet zwaarder is dan tien jaar vrijheidsberoving; in hetzelfde geval, zullen de veroordeelingen niet meer vermeld worden in de uittreksels van het strafregister, staten van veroordeeling, getuigschriften van goed gedrag en andere gelijkaardige stukken, en zullen zij niet tot grondslag dienen voor de herhaling.

De bij deze wet bedoelde veroordeelingen verhinderen de toepassing van de voorwaardelijke veroordeeling niet.

ART. 4.

Aan de ingestelde vervolgingen tot straf wordt een einde gesteld en geen nieuwe vervolgingen tot straf zullen worden ingesteld uit hoofde van de bij deze wet bedoelde misdrijven.

ART. 5.

De bepalingen van deze wet verhinderen de toepassing van de maatregelen tot bewaking, opvoeding en voorbehoeding voorzien bij de wet van 15 Mei 1912 op de kinderbescherming niet, evenmin als de uitvoering van de ter beschikkingstelling der Regeering van de jonge veroordeelden.

ART. 6.

Les dispositions de la présente loi ne peuvent être opposées ni aux droits de l'Etat ni aux droits des tiers : sont notamment maintenues les condamnations aux confiscations, restitutions, dommages-intérêts et frais de justice prononcées par les Cours et tribunaux. Les amendes payées ne doivent pas être restituées.

Toutefois, les condamnés sont admis à faire opposition aux condamnations civiles qui n'étaient pas devenues irrévocables, en vertu des lois en vigueur, à la date du 19 septembre 1928. L'opposition sera faite par ajournement devant le tribunal de première instance du siège de la Cour ou du Tribunal qui a prononcé les condamnations, et ce, à peine de déchéance, dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi. Si l'opposition est dirigée contre l'Etat, celui-ci sera assigné en la personne du Ministre des Finances.

Les juges se prononceront sans être liés par l'article 2 de la présente loi, quant à l'existence de l'infraction.

Le Ministre des Finances peut transiger librement avec les condamnés ou leurs représentants sur les objets prévus par l'alinéa premier du présent article.

ART. 7.

A dater de la mise en vigueur de la présente loi, les parties lésées ne peuvent plus faire valoir leurs droits que devant les juridictions civiles.

ART. 8.

La présente loi entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur*.

ART. 6.

De bepalingen van deze wet kunnen aan de rechten van den Staat, noch aan de rechten van derden worden tegengesteld : blijven namelijk bestaan de veroordeelingen tot verbeurdverklaring, teruggave, schadevergoeding en gerechtskosten door de Hoven en rechtbanken uitgesproken. De betaalde geldboeten moeten niet worden teruggegeven.

Echter mogen de veroordeelden verzet doen tegen de burgerlijke veroordeelingen welke niet onherroepelijk waren geworden krachtens de bestaande wetten, op den datum van 19 September 1928. Het verzet zal geschieden bij dagvaarding voor de rechtbank van eersten aanleg van de plaats waar het Hof of de Rechtbank zetelt, die de veroordeelingen heeft uitgesproken, en dit op straffe van vervallenverklaring, binnen de zes maanden volgende op het in werking treden van deze wet. Indien het verzet gericht is tegen den Staat, wordt hij gedagvaard in den persoon van den Minister van Financiën.

De rechters zullen uitspreken zonder gebonden te zijn door artikel 2 van deze wet, voor wat het bestaan van het misdrijf betreft.

De Minister van Financiën is vrij met de veroordeelden of hun vertegenwoordigers een schikking te treffen over de zaken voorzien bij het eerste lid van dit artikel.

ART. 7.

Te rekenen van het in werking treden van deze wet, kunnen de benadeelde partijen hun rechten nog alleen doen gelden voor de burgerlijke rechtbanken.

ART. 8.

Deze wet treedt in werking op den dag van haar bekendmaking in den *Moniteur*.